

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PROTECTION JURIDIQUE « SÉRÉNITÉ PRO » À CONSERVER PAR L'ASSURÉ

ARTICLE 1

L'OBJET DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet « la prise en charge des frais de procédure ou [...] de fournir des services découlant de la couverture d'assurance, en cas de Différend ou de Litige opposant l'assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l'assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l'objet ou d'obtenir réparation à l'amiable du dommage subi » (article L127-1 du Code des Assurances).

Différence entre protection juridique et défense recours :

Une garantie de défense recours est incluse dans la plupart des Contrats de responsabilité civile : elle permet à un Assureur de prendre en charge la défense pénale d'un assuré poursuivi devant des tribunaux répressifs à la suite d'une infraction commise à l'occasion d'un évènement couvert en assurance de responsabilité (ex : infraction à l'occasion d'un accident de la circulation) ; lorsqu'un assuré subit un dommage, l'Assureur s'engage à réclamer à l'amiable ou en justice, l'indemnisation de son préjudice au tiers responsable, si et seulement si l'évènement dommageable est couvert au titre de la garantie responsabilité civile.

La garantie offerte par les clauses défense recours est donc beaucoup plus restreinte que celle offerte par l'assurance protection juridique puisqu'elle subordonne sa mise en œuvre, en défense comme en recours, à un évènement garanti par le Contrat de responsabilité civile.

Le Contrat est régi par le Code des Assurances, par les présentes conditions générales et par les conditions particulières.

Comme tout Contrat d'assurance, le Contrat est un Contrat aléatoire : l'évènement qui déclenche sa mise en œuvre ne doit pas être connu de Vous lors de la souscription du Contrat. En l'absence d'aléa, le Contrat est nul et la garantie n'est pas due.

LES PARTIES AU CONTRAT :

LE SOUSCRIPTEUR : La personne physique ou morale qui souscrit le Contrat et qui s'engage pour son propre compte et/ou pour le compte des bénéficiaires.

VOUS : Les bénéficiaires de la garantie tels que définis à l'article 2.

L'INTERMÉDIAIRE D'ASSURANCES : Apivia IARD - SAS au capital de 1 100 000 €, ayant son siège social 45, avenue Jean Moulin – 17034 LA ROCHELLE Cedex 1, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHELLE sous le numéro 537 615 684 et auprès de l'Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance (ORIAS) sous le matricule 11 064 252.

L'ASSUREUR : Cfdp Assurances, Entreprise d'assurances régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 1.600.000 €, ayant son siège social Immeuble l'Europe – 62 rue de Bonnel – 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 958 506 156.

LES DEFINITIONS

LE TIERS : Toute personne étrangère au Contrat.

LE LITIGE OU DIFFÉREND : Une situation conflictuelle causée par un évènement préjudiciable ou un acte répréhensible Vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à Vous défendre devant une juridiction. **Pour être couvert par le Contrat, le Litige ou le Différend doit être survenu pendant la durée de votre adhésion audit Contrat et déclaré au plus tard deux (2) mois après sa résiliation.**

LE SINISTRE : Le refus qui est opposé à une réclamation dont Vous êtes l'auteur ou le destinataire (article L127-2-1 du Code des Assurances).

L'USURPATION D'IDENTITE : Acte consistant en l'acquisition, le transfert, la possession ou l'utilisation non autorisés de vos informations personnelles ou de tout autre élément permettant de procéder à votre identification (nom ou dénomination sociale, numéro de carte bleue, login et mot de passe...) dans l'intention de commettre, ou en relation avec, un acte frauduleux ou une infraction pénale dont Vous êtes victime.

Pour mieux identifier les termes à définition contractuelle, ils seront employés avec une majuscule dans le présent Contrat.

ARTICLE 2

LES BENEFICIAIRES DES GARANTIES

Pour la garantie définie à l'article 4.1.1 : Le chef d'entreprise et les Salariés du Souscripteur, dans le cadre exclusif de leur mission, fonction ou délégation pour le compte du Souscripteur.

Pour les garanties définies aux articles 4.1.2, 4.1.3 : Le chef d'entreprise uniquement.

Pour les garanties définies aux articles 4.2.1, 4.2.2, 4.2.3, 4.2.4, 4.2.5, 4.2.6, 4.2.7, 4.2.8, 4.2.9, 4.2.10, 4.2.11, 4.3 : Le Souscripteur.

ARTICLE 3

LES PRESTATIONS DE L'ASSUREUR

3.1 L'ASSISTANCE CONNECTEE

Avec notre service @del, Vous avez un accès illimité à une base documentaire Vous apportant des renseignements et de l'information juridiques Vous permettant d'avoir les premiers éléments de réponse à vos interrogations.

Ce service juridique est accessible 24H/24 et 7J/7 depuis notre site Internet www.apivia-services.fr, en renseignant votre numéro de Contrat et votre mot de passe.

3.2 L'ASSISTANCE TELEPHONIQUE

Au numéro qui Vous est dédié, l'Assureur s'engage à Vous écouter et Vous fournir par téléphone des renseignements juridiques relevant du droit français et se rapportant aux garanties de protection juridique décrites dans le présent Contrat.

Des juristes qualifiés sont à votre écoute pour :

- Répondre à vos interrogations,
- Vous informer sur vos droits,
- Vous proposer des solutions concrètes,
- Envisager avec Vous, dans le cadre d'un accompagnement personnalisé, la suite à donner à votre difficulté.

QUE FAIRE EN CAS DE BESOIN D'ASSISTANCE JURIDIQUE ?

Contactez l'Assureur au : 05 56 69 34 84
L'accès au service se fait du lundi au vendredi de 09 h 00 à 18 h 00 sans interruption.

Pour les contrats distribués sur l'île de LA REUNION et MAYOTTE

Contactez l'Assureur au : 02 62 35 41 34
L'accès au service se fait du lundi au vendredi de 08 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30.

3.3 UN ACCUEIL SUR RENDEZ-VOUS AU PLUS PROCHE DE VOUS

Sur simple demande, il Vous sera possible de rencontrer des juristes dans la délégation la plus proche parmi les trente-six (36) implantations réparties sur tout le territoire.

L'Assureur offre un maillage inégalé du territoire afin de Vous permettre d'être parfaitement accompagné où que Vous Vous trouviez.

Il Vous suffit de contacter votre interlocuteur afin de déterminer avec lui une date et un horaire qui permettront une rencontre dans les meilleurs délais.

3.4 LA GESTION AMIABLE

A la suite d'une déclaration de Litige, l'Assureur s'engage à :

- Vous conseiller et Vous accompagner dans les démarches à entreprendre,
- Vous assister dans la rédaction de vos courriers de réclamation,
- Vous aider à réunir les pièces et témoignages nécessaires à la constitution de votre dossier,
- Intervenir directement auprès du Tiers afin d'obtenir une solution négociée et amiable,
- Vous faire assister et soutenir par des experts ou des sachants lorsque la spécificité de la matière le nécessite et que cela est utile à la résolution de votre Litige,
- Prendre en charge, dans la limite des plafonds contractuels garantis, les frais et honoraires d'experts et de sachants, voire ceux de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu dans les mêmes conditions,
- Vous proposer une médiation indépendante des parties. Le médiateur sera désigné sur une liste par une association ou un groupement professionnel sur demande de l'Assureur et avec votre acceptation. Il prendra contact avec les parties, les réunira et les mettra en condition de trouver par elles-mêmes la solution au Litige en cours.

Toutes vos demandes sont traitées dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés. Bien entendu, en cas d'accord amiable, l'Assureur Vous accompagne jusqu'à sa mise en œuvre effective.

La gestion amiable du Litige est réalisée dans un délai de :

- six (6) mois à compter de la date de la première intervention des services de l'Assureur,
- ou un (1) an si une expertise contradictoire s'est avérée nécessaire.

A l'issue de ce délai, il Vous est soumis le choix, soit :

- de poursuivre la tentative de résolution amiable,
- de transmettre le dossier à l'avocat de votre choix pour engager les démarches judiciaires utiles,
- d'abandonner le recours.

3.5 L'ACCOMPAGNEMENT DANS LA PHASE JUDICIAIRE

Lorsque toute tentative de résolution du Litige sur un terrain amiable a échoué, l'Assureur s'engage à :

- Vous faire représenter par l'auxiliaire de justice de votre choix. Conformément à l'article L127-3 du Code des Assurances, lorsque Vous faites appel à un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre, Vous représenter ou servir vos intérêts, Vous avez la liberté de le choisir.
- Si Vous n'en connaissez pas, Vous pouvez Vous rapprocher de l'Ordre des Avocats du Barreau compétent ou demander par écrit à l'Assureur de Vous communiquer les coordonnées d'un avocat.
- Vous avez la maîtrise de la direction du procès en concertation avec l'avocat que Vous avez choisi. L'Assureur reste néanmoins à votre disposition ou à celle de votre avocat pour Vous apporter l'assistance dont Vous auriez besoin.
- Lors de la saisine de l'avocat, celui-ci est tenu en application des règles déontologiques de sa profession, de Vous faire signer une convention d'honoraires afin de Vous informer des modalités de détermination de ses honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant.
- Prendre en charge sur présentation de justificatifs, dans la limite des montants contractuels garantis et dans celle des frais réellement exposés :
 - les frais et honoraires des avocats et experts,
 - les frais de procès comprenant notamment les frais d'huissiers, d'expertise judiciaire, la taxe d'appel...

Par principe, Vous faites l'avance des frais et honoraires et l'Assureur Vous rembourse sur justificatifs le montant des factures réglées dans la limite des montants contractuels garantis. Si la convention d'honoraires le prévoit ou si Vous en faites la demande, l'Assureur peut procéder directement au règlement de la facture adressée par l'avocat, et ce dans la limite des montants contractuels garantis.

Qu'il s'agisse d'un paiement direct ou d'un remboursement, le règlement de l'Assureur sera effectué au plus tard trente (30) jours après réception des justificatifs, et interviendra Hors Taxes si Vous récupérez la TVA, Toutes Taxes Comprises dans le cas contraire.

Le niveau des montants contractuels est fonction des garanties choisies et figurant aux conditions particulières.

BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D'AVOCAT ET D'EXPERT	EN HT
Consultation d'Expert	391 €
Démarches amiables : Intervention amiable Protocole ou transaction	112 € 335 €
Assistance préalable à toute procédure pénale Assistance à une instruction Assistance à une expertise judiciaire	391 €
Expertise amiable	1 116 €
Démarche au parquet (forfait)	129 €
Médiation conventionnelle ou judiciaire, arbitrage	1 116 €
Médiation de la consommation	558 €
Assistance à médiation de la consommation	391 €
Tribunal de Police Juridiction de proximité statuant en matière pénale	558 €
Tribunal correctionnel	893 €
Commissions diverses	558 €
Tribunal d'Instance Juridiction de proximité statuant en matière civile	837 €
Tribunal de Grande Instance Tribunal de Commerce Tribunal Administratif Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale Autres juridictions du 1 ^{er} degré	1 116 €
Référé	670 €
Référé d'heure à heure	837 €
Conseil de Prud'hommes : Référé, Bureau de Conciliation et d'Orientation, Départage Bureau de Jugement	558 € 837 €
Incidents d'instance et demandes incidentes	670 €
Ordonnance sur requête (forfait)	446 €
Cour ou Juridiction d'Appel	1 817 €
Recours devant le premier Président de la Cour d'Appel	558 €
Cour de Cassation Conseil d'Etat Cour d'Assises	2 096 €
Juridictions de l'Union Européenne Juridictions étrangères (U.E. Andorre Monaco)	1 116 €
Juge de l'exécution Juge de l'exequatur	670 €

PLAFONDS, FRANCHISE & SEUIL D'INTERVENTION	EN HT
Plafond maximum de prise en charge par Litige (U.E., Andorre ou Monaco) :	27 892 €
Dont plafond pour : Démarches amiables :	558 €
Expertises judiciaires :	5 419 €
Plafond maximum de prise en charge par Litige (hors U.E., Andorre ou Monaco) :	2 789 €
Plafond maximum de prise en charge par Litige fiscal (article 4.2.11)	2 789 €
Plafond maximum de prise en charge par stage (article 4.1.3)	235 €
Seuil d'intervention	0 €
Franchise	0 €
<p>Les montants sont cumulables et représentent le maximum des engagements par intervention ou juridiction.</p> <p>Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d'un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, de postulation, etc...) et constituent la limite de la prise en charge même en cas de pluralité ou de changement d'avocat.</p> <p>Les honoraires sont réglés une fois la prestation effectuée.</p>	

Le niveau des montants contractuels est fonction des garanties choisies et figurant aux conditions particulières.

BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D'AVOCAT ET D'EXPERT Option Pro ² (article 4.3)	EN HT
Consultation d'Expert	782 €
Démarches amiables :	
Intervention amiable	225 €
Protocole ou transaction	670 €
Assistance préalable à toute procédure pénale	
Assistance à une instruction	782 €
Assistance à une expertise judiciaire	
Expertise amiable	2 233 €
Démarche au Parquet	257 €
Médiation conventionnelle ou judiciaire, arbitrage	2 233 €
Médiation de la consommation	1 115 €
Assistance à médiation de la consommation	782 €
Tribunal de Police	
Juridiction de proximité statuant en matière pénale	1 115 €
Tribunal Correctionnel	1 786 €
Commissions diverses	1 115 €
Tribunal d'Instance	
Juridiction de proximité statuant en matière civile	1 673 €

BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D'AVOCAT ET D'EXPERT (suite) Option Pro ² (article 4.3)	EN HT
Tribunal de Grande Instance	
Tribunal de Commerce	
Tribunal Administratif	2 233 €
Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale	
Autres juridictions du 1 ^{er} degré	
Référé	1 340 €
Référé d'heure à heure	1 673 €
Conseil de Prud'hommes :	
Référé, Bureau de Conciliation et d'Orientation, Départage	1 115 €
Bureau de Jugement	1 673 €
Incidents d'instance et demandes incidentes	1 340 €
Ordonnance sur requête (forfait)	893 €
Cour ou Juridiction d'Appel	3 634 €
Recours devant le premier Président de la Cour d'Appel	1 115 €
Cour de Cassation	
Conseil d'Etat	4 192 €
Cour d'Assises	
Juridictions de l'Union Européenne	
Juridictions étrangères (U.E. Andorre Monaco)	2 233 €
Juge de l'exécution	
Juge de l'exequatur	1 340 €

PLAFONDS, FRANCHISE & SEUIL D'INTERVENTION	EN HT
Plafond maximum de prise en charge par Litige (U.E., Andorre ou Monaco) :	55 784 €
Dont plafond pour :	
Démarches amiables :	1 115 €
Expertises judiciaires :	10 838 €
Plafond maximum de prise en charge par Litige (hors U.E., Andorre ou Monaco) :	5 577 €
Plafond maximum de prise en charge par Litige fiscal (article 4.2.11)	5 577 €
Plafond maximum de prise en charge par stage (article 4.1.3)	235 €
Seuil d'intervention	0 €
Franchise	0 €
<p>Les montants sont cumulables et représentent le maximum des engagements par intervention ou juridiction.</p> <p>Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d'un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, de postulation, etc...) et constituent la limite de la prise en charge même en cas de pluralité ou de changement d'avocat.</p> <p>Les honoraires sont réglés une fois la prestation effectuée.</p>	

La subrogation

Les indemnités qui pourraient Vous être allouées au titre des articles 700 du Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, L761-1 du Code de Justice Administrative ou leurs équivalents devant les juridictions étrangères, ainsi que les dépens et autres frais de procédure Vous bénéficient par priorité pour les dépenses dûment justifiées restées à votre charge, et subsidiairement à l'Assureur dans la limite des sommes qu'il a engagées.

3.6 LE SUIVI JUSQU'A LA PARFAITE EXECUTION DES DECISIONS

Parce qu'un Litige ne se termine pas à la délivrance d'une décision de justice, l'Assureur Vous accompagne jusqu'à sa parfaite exécution, soit à l'amiable, soit par la saisine d'un huissier territorialement compétent.

L'Assureur prend en charge les frais et honoraires de cet huissier dans la limite des plafonds contractuels garantis, et jusqu'à votre total désintéressement.

L'intervention de l'Assureur cesse en cas d'insolvabilité notoire de votre débiteur constatée par un procès-verbal de carence dressé par huissier, par l'incarcération de votre débiteur, par sa liquidation judiciaire, ou lorsqu'il est sans domicile fixe.

ARTICLE 4

LES GARANTIES DE L'ASSUREUR

4.1 LA PROTECTION DES PERSONNES PHYSIQUES

4.1.1 LA PROTECTION PENALE DU CHEF D'ENTREPRISE ET DES SALARIES

Dans l'exercice de vos fonctions, missions ou délégations définies ou confiées par le Souscripteur exclusivement, Vous bénéficiez des garanties suivantes :

Vous êtes poursuivi devant les tribunaux répressifs pour une infraction pénale résultant d'une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des Lois ou des Règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive, et relevant notamment des domaines suivants :

- infractions économiques (pratiques commerciales illicites...),
- infractions au droit du travail (harcèlement, discrimination...),
- infractions à la réglementation en matière de sécurité (mise en danger d'autrui...),
- infractions financières.

Vous êtes victime d'injures, de diffamation, de dénigrement et êtes amené à engager une action sur un terrain pénal.

4.1.2 LE RECOURS EN CAS DE DOMMAGES CORPORELS DU CHEF D'ENTREPRISE

Vous êtes victime de dommages corporels pour lesquels Vous n'êtes pas indemnisé et êtes amené à engager une action sur le terrain pénal et/ou civil à l'encontre d'un Tiers responsable.

4.1.3 LA RECAPITALISATION DES POINTS DU PERMIS DE CONDUIRE DU CHEF D'ENTREPRISE

Vous perdez un ou plusieurs points sur votre permis de conduire.

L'Assureur prend en charge, dans la limite du plafond contractuel défini à l'article 3, les frais du stage, effectué à votre initiative, auprès d'un centre de formation agréé par les pouvoirs publics dont l'objet est la reconstitution partielle des points de votre permis de conduire.

Pour bénéficier de cette garantie, Vous devez fournir :

- la lettre de la Préfecture Vous notifiant la recapitalisation de vos points (lettre 47) ou la copie du procès-verbal d'infraction entraînant le retrait de points,
- la facture acquittée de l'organisme agréé auprès duquel le stage a été effectué,
- l'attestation délivrée par le centre agréé.

Exclusions spécifiques :

La garantie n'est pas acquise si

- le stage Vous est demandé par les pouvoirs publics,
- la perte de points est consécutive à une infraction commise antérieurement à la prise d'effet du présent Contrat, ou réalisé à l'occasion de votre implication dans un accident de la circulation.

4.2 LA PROTECTION DE L'ACTIVITE

4.2.1 LA PROTECTION PENALE DE LA PERSONNE MORALE

Vous êtes poursuivi devant les tribunaux répressifs pour des faits tels que :

- infractions liées à la concurrence et à la consommation,
- infractions liées à la réglementation du travail,
- infractions à la réglementation en matière d'hygiène et sécurité...

Vous êtes victime par ricochet du préjudice subi par un administrateur, gérant, président, directeur général ou un préposé titulaire de délégation, et Vous souhaitez être assisté et faire valoir vos droits à l'encontre du tiers responsable.

4.2.2 L'USURPATION D'IDENTITE

Vous êtes victime d'une Usurpation d'Identité Vous occasionnant un préjudice et êtes amené :

- à exercer un recours à l'encontre du Tiers responsable,
- à Vous défendre ou à exercer les recours contre des Tiers se présentant comme vos créanciers,
- ...

4.2.3 LA CYBER ATTAQUE

Vous êtes victime d'un vol ou d'un piratage de vos données informatiques ou d'une violation de l'intégrité de votre système informatique.

L'Assureur :

- Vous informe sur les mesures à prendre et les services à contacter,
- Vous défend suite à votre mise en cause consécutive à l'utilisation de vos données par un Tiers,
- Agit contre l'auteur ou contre le prestataire en charge de la protection de vos données,
- ...

4.2.4 LE COMPLEMENT D'ASSURANCES

Votre responsabilité est recherchée et vos garanties de responsabilité civile sont inopérantes :

- réclamation inférieure au montant de la franchise,
- préjudice non établi,
- garantie non acquise,
- ...

Suite à un incendie, un vol, un dégât des eaux ou un bris accidentel concernant vos biens professionnels (bâtiments, matériels et marchandises), **Vous subissez un dommage matériel ou immatériel**, direct ou indirect pour lequel Vous n'êtes pas indemnisé (dommages non garantis, indemnisation partielle...).

Vos produits subissent une avarie constatée ne résultant pas de votre fait et pour laquelle Vous n'êtes pas indemnisé.

4.2.5 LA PROTECTION SOCIALE

Vous êtes convoqué ou Vous devez engager une action devant toutes commissions ou juridictions statuant en matière sociale dans les Litiges Vous opposant à :

- la CPAM (maladie professionnelle ...),
- la Médecine du Travail (inaptitude,...),
- la DIRECCTE (non-respect de l'obligation d'emploi des personnes handicapées ...),
- ...

4.2.6 LA PROTECTION PRUD'HOMALE

Vous êtes confronté à un conflit individuel du travail Vous opposant à un de vos salariés pour :

- contestation d'un licenciement,
- contestation d'un solde de tout compte,
- demande de versement d'une prime,
- violation de la clause de non-concurrence,
- non restitution de matériels,
- accident du travail,
- ...

4.2.7 LA PROTECTION COMMERCIALE

Vous êtes confronté à un Litige avec l'un de vos clients :

- annulation de commande,
- mise en cause injustifiée pour malfaçons ou non-conformité,
- réclamation consécutive à un retard de livraison,
- ...

Vous rencontrez des difficultés avec l'un de vos fournisseurs :

- installation,
- sous-traitance,
- fourniture de matériel ou de mobilier,
- transport,
- ...

Vous êtes victime d'un de vos concurrents ou faites l'objet d'accusations :

- concurrence déloyale,
- pratiques illicites,
- détournement de clientèle,
- ...

4.2.8 LA PROTECTION PATRIMONIALE

Vous êtes confronté à un Litige ou Différend relatif aux biens constituant votre patrimoine professionnel et Vous opposant notamment à :

- votre bailleur, votre copropriété, vos voisins,
- des entreprises ayant réalisé pour Vous des travaux de réparation ou d'aménagement de vos locaux n'impliquant pas la souscription d'une assurance obligatoire,
- des entreprises ayant réalisé pour Vous l'entretien, la maintenance et les réparations de vos équipements,
- des organismes bancaires, de crédit ou d'assurances,
- des prestataires de services (expert-comptable, consultant, société de publicité...),
- ...

4.2.9 LA PROTECTION ADMINISTRATIVE

Vous êtes poursuivi devant les commissions ou juridictions administratives ou confronté à des problèmes de tous ordres avec les services publics et les collectivités territoriales :

- Autorité de la concurrence,
- Défenseur des Droits,
- DGCCRF,
- CNIL,
- ...

4.2.10 LA PROTECTION DE VOTRE PARC AUTOMOBILE

Vous achetez ou Vous vendez un véhicule terrestre à moteur et rencontrez des difficultés avec :

- le vendeur,
- l'acquéreur,
- le mandataire automobile,
- le constructeur automobile,
- le concessionnaire,
- l'organisme de crédit,
- ...

Vous utilisez ou mettez à disposition un véhicule terrestre à moteur et Vous rencontrez des difficultés avec :

- le loueur,
- le distributeur de carburant,
- le garage chargé de l'entretien,
- le réparateur,
- la station de lavage,
- les services publics,
- l'assureur,
- ...

Exclusions spécifiques :

La garantie n'est pas acquise pour :

- les Litiges ne relevant pas de la qualité de propriétaire, utilisateur ou conducteur autorisé d'un véhicule automobile,
- votre défense en cas d'accident de la circulation,
- les recours contre l'auteur des dommages subis à l'occasion d'un accident de la circulation, sauf si Vous rencontrez des difficultés dans l'application de votre contrat d'assurances automobile.

4.2.11 LA PROTECTION FISCALE

Après un contrôle fiscal, Vous contestez un redressement qui vous est notifié par l'administration fiscale.

L'Assureur intervient lorsque vous avez épuisé toutes les voies de recours extrajudiciaires.

L'Assureur prend en charge les frais et honoraires inhérents à la procédure judiciaire, dans la limite des montants contractuels défini à l'article 3.

Exclusions spécifiques :

La garantie n'est pas acquise pour les Litiges :

- avec une administration autre que française,
- liés à l'absence de déclaration fiscale légale,
- portant sur un exercice non vérifié par un expert-comptable inscrit à l'ordre,
- résultant d'une taxation d'office.

4.3 DOUBLEMENT DES PLAFONDS ET HONORAIRES

(OPTION PRO²)

Cette option donne lieu au doublement des montants contractuels de prise en charge définis à l'article 3 en dehors de celui prévu à l'article 4.1.3.

ARTICLE 5

LES EXCLUSIONS

L'ASSUREUR N'INTERVIENT JAMAIS POUR :

- LES LITIGES RELATIFS À VOTRE VIE PRIVÉE OU NE RELEVANT PAS DE L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DÉCLARÉE, ET PLUS GÉNÉRALEMENT NE RELEVANT PAS DES GARANTIES EXPRESSEMENT ÉCRITES À L'ARTICLE 4,
- LES LITIGES COLLECTIFS OU INDIVIDUELS RELEVANT DE LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA PROFESSION, OBJET DE VOTRE ACTIVITÉ,
- LES LITIGES DONT LES MANIFESTATIONS INITIALES SONT ANTÉRIEURES ET CONNUES DE VOUS À LA PRISE D'EFFET DU CONTRAT OU QUI PRÉSENTENT UNE PROBABILITÉ DE SURVENANCE À LA SOUSCRIPTION,
- LES LITIGES EN RAPPORT AVEC UNE VIOLATION INTENTIONNELLE DES OBLIGATIONS LÉGALES OU INCONTESTABLES, UNE FAUTE, UN ACTE FRAUDULEUX OU DOLOSIF QUE VOUS AVEZ COMMIS VOLONTAIREMENT CONTRE LES BIENS OU LES PERSONNES EN PLEINE CONSCIENCE DE LEURS CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES ET NUISIBLES,
- LES LITIGES RÉSULTANT DE L'INEXISTENCE D'UN DOCUMENT À CARACTÈRE OBLIGATOIRE, DE SON INEXACTITUDE DÉLIBÉRÉE OU DE SA NON FOURNITURE DANS LES DÉLAIS PRESCRITS, LES LITIGES RELEVANT D'UNE GARANTIE DUE PAR UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE DOMMAGES OU RESPONSABILITÉ CIVILE (SAUF OPPOSITION D'INTÉRÊTS OU REFUS INJUSTIFIÉ D'INTERVENIR DE CELLE-CI) AINSI QUE CEUX RELEVANT DU DÉFAUT DE SOUSCRIPTION PAR VOUS D'UNE ASSURANCE OBLIGATOIRE,
- LES LITIGES SURVENANT LORSQUE VOUS ÊTES EN ÉTAT D'IVRESSE PUBLIQUE ET MANIFESTE, LORSQUE VOTRE TAUX D'ALCOOLÉMIÉ EST ÉGAL OU SUPÉRIEUR À CELUI LÉGALEMENT ADMIS DANS LE PAYS OÙ A LIEU LE SINISTRE, LORSQUE VOUS ÊTES SOUS L'INFLUENCE DE SUBSTANCES OU DE PLANTES CLASSÉES COMME STUPÉFIANTS OU LORSQUE VOUS REFUSEZ DE VOUS SOUMETTRE À UN DÉPISTAGE.
- LES LITIGES COLLECTIFS DU TRAVAIL, RELATIFS À L'EXPRESSION D'OPINIONS POLITIQUES, RELIGIEUSES, PHILOSOPHIQUES OU SYNDICALES,

- LES ACTIONS ENGAGÉES PAR VOS CRÉANCIERS OU CONTRE VOS DÉBITEURS S'ILS FONT L'OBJET D'UNE PROCÉDURE RELEVANT DE LA LOI DU 26 JUILLET 2005 SUR LA SAUVEGARDE DES ENTREPRISES OU SI VOUS FAITES L'OBJET D'UNE LIQUIDATION,
- LES LITIGES RELEVANT DE L'EXPROPRIATION OU DU BORNAGE,
- LES LITIGES LIÉS À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE,
- LES LITIGES RELATIFS À L'ACQUISITION, LA DÉTENTION ET LA CESSIION DE PARTS SOCIALES OU DE VALEURS MOBILIÈRES,
- LES LITIGES FAISANT SUITE A UN DEFAUT DE PROTECTION DES DONNEES OU D'INFORMATIONS PERSONNELLES OU A UNE NEGLIGENCE DANS LEUR PROTECTION QUI VOUS EST IMPUTABLE,
- LES LITIGES RELATIFS À VOTRE IDENTITÉ OU RÉPUTATION, S'ILS FONT SUITE AU DÉFAUT DE PROTECTION, À LA DIFFUSION VOLONTAIRE OU À L'AUTORISATION DE DIFFUSION D'INFORMATIONS OU DE DONNÉES PERSONNELLES.
- LES LITIGES AVEC L'ADMINISTRATION DES DOUANES OU SON ÉQUIVALENT DANS TOUT AUTRE PAYS, AINSI QUE LES LITIGES OU DIFFÉRENDS LIÉS À TOUTE CONTESTATION DOUANIÈRE AYANT FAIT L'OBJET D'UNE NOTIFICATION D'INFRACTION PAR PROCES-VERBAL,
- LE RECouvreMENT DE VOS CRÉANCES.

L'ASSUREUR NE PREND JAMAIS EN CHARGE :

- LES FRAIS DE REDACTION D'ACTES, D'EXPERTISES, LES CONSTATS D'HUISSIER, LES FRAIS LIES A L'OBTENTION DE TMOIGNAGES, D'ATTESTATIONS OU DE TOUTES AUTRES PIECES JUSTIFICATIVES DESTINEES A CONSTATER OU A PROUVER LA REALITE DE VOTRE PREJUDICE, A IDENTIFIER OU A RECHERCHER VOTRE ADVERSAIRE, DILIGENTES A TITRE CONSERVATOIRE OU ENGAGES A VOTRE INITIATIVE.
- LES FRAIS ENGAGÉS SANS L'ACCORD PRÉALABLE DE L'ASSUREUR, SAUF URGENCE CARACTERISÉE NÉCESSITANT LA PRISE IMMÉDIATE D'UNE MESURE CONSERVATOIRE,
- TOUTE SOMME DE TOUTE NATURE DUE À TITRE PRINCIPAL, LES AMENDES, LES CAUTIONS, LES CONSIGNATIONS PÉNALES, LES ASTREINTES, LES INTÉRÊTS ET PÉNALITÉS DE RETARD,
- LES FRAIS DE RÉDACTION D'ACTES ET DE CONTRATS,
- LES FRAIS DESTINÉS À PROUVER LA RÉALITÉ DE VOTRE PRÉJUDICE,
- LES FRAIS D'IDENTIFICATION OU DE RECHERCHE DE VOTRE ADVERSAIRE,
- LES FRAIS EXPOSÉS AU TITRE DE MESURES CONSERVATOIRES OU ENGAGÉS À VOTRE INITIATIVE,
- LES DÉPENS ET FRAIS DE JUSTICE EXPOSÉS PAR LA PARTIE ADVERSE QUE VOUS DEVEZ SUPPORTER PAR DÉCISION JUDICIAIRE, OU CEUX QUE VOUS AVEZ ACCEPTÉ DE PRENDRE EN CHARGE DANS LE CADRE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD,
- LES SOMMES AU PAIEMENT DESQUELLES VOUS ÊTES CONDAMNÉ AU TITRE DES ARTICLES 700 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 375 ET 475-1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, L761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, AINSI QUE DE LEURS ÉQUIVALENTS DEVANT LES JURIDICTIONS ÉTRANGÈRES,
- LES SOMMES DONT VOUS ÊTES LÉGALEMENT REDEVABLE AU TITRE DES ÉMOLUMENTS PROPORTIONNELS,
- LES HONORAIRES DE RÉSULTAT DE TOUT AUXILIAIRE DE JUSTICE.

ARTICLE 6

LA DECLARATION DES SINISTRES

Pour déclarer votre Sinistre, Vous devez adresser à l'Assureur :

- la description de la nature et des circonstances de votre Litige avec la plus grande précision et sincérité,
- les éléments établissant la réalité du préjudice que Vous alléguiez,
- les coordonnées de votre adversaire,
- et toutes les pièces et informations utiles à l'instruction de votre dossier telles qu'avis, lettres, convocations, actes d'huissier, assignations,
- ...

COMMENT CONTACTER VOTRE ASSUREUR ?

Par courrier à : Cfdp Assurances – 54 cours du Médoc
33300 BORDEAUX
Par mail à : apiviapj@cfdp.fr
Tél. 05 56 69 34 84
(heures France métropolitaine)

Pour les contrats distribués sur l'île de LA REUNION et MAYOTTE

Par courrier à : Cfdp Assurances – 3 ter Rue de la Digue - BP 30304
97466 SAINT DENIS DE LA REUNION CEDEX
Par mail à : apiviapjreunion@cfdp.fr
Tél. 02 62 35 41 34

En cas de fausse déclaration intentionnelle de votre part sur la cause, les circonstances ou encore les conséquences du Litige, Vous pouvez être déchu de vos droits à garantie, voire encourir des sanctions pénales.

Vous devez déclarer votre Litige dès que vous en avez connaissance, sauf cas de force majeure. Néanmoins, l'Assureur ne Vous opposera pas de déchéance de garantie pour déclaration tardive sauf s'il prouve que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

Dans votre propre intérêt, évitez de prendre une initiative sans concertation préalable avec l'Assureur : si Vous prenez une mesure, de quelque nature qu'elle soit, mandatez un avocat ou tout autre auxiliaire de justice, expert ou sachant, avant d'en avoir avisé l'Assureur et obtenu son accord écrit, les frais exposés resteront à votre charge.

Néanmoins, si Vous justifiez d'une situation d'urgence caractérisée nécessitant la prise immédiate d'une mesure conservatoire, l'Assureur Vous remboursera, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais et honoraires des intervenants que Vous avez mandatés, sans avoir obtenu son accord préalable.

ARTICLE 7

L'APPLICATION DES GARANTIES

7.1 L'APPLICATION DANS LE TEMPS

La durée de la garantie

Le Contrat est conclu pour douze (12) mois à compter de la souscription. Il se renouvelle d'année en année par tacite reconduction.

Il couvre tout sinistre survenu pendant la période d'assurance, et déclaré à l'Assureur avant le terme de la période subséquente, fixée à deux (2) mois.

Sous réserve du paiement de la prime, la garantie est due sans Délai de Carence pour tout Litige ou Différend survenu entre la prise d'effet des garanties et l'expiration du Contrat à condition que Vous n'avez pas eu connaissance de la situation conflictuelle avant la souscription.

La prescription

La prescription est l'extinction d'un droit résultant de l'inaction de son titulaire pendant un délai défini par la Loi. Toutes actions dérivant d'un Contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance (article L114-1 du Code des Assurances). Toutefois, ce délai ne court en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance, ou en cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un Tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce Tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un Sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité (article L114-2 du Code des Assurances). Les causes ordinaires d'interruption de la prescription sont la demande en justice, l'acte d'exécution forcée, la reconnaissance du droit par le débiteur.

Un nouveau délai de deux (2) ans court à compter de l'acte interruptif de prescription ; il peut être suspendu ou interrompu dans les mêmes conditions que le premier.

7.2 L'APPLICATION DANS L'ESPACE

La garantie s'exerce conformément aux modalités prévues à l'article relatif aux prestations de l'Assureur en France ainsi qu'en Principauté d'Andorre et Principauté de Monaco (l'Assureur s'appuiera le cas échéant sur des correspondants habilités par la législation locale).

Dans les autres pays, l'intervention de l'Assureur se limite au remboursement sur justificatifs des frais et honoraires de procédure dans la limite des montants contractuels de prise en charge.

7.3 LE REGLEMENT DE LA COTISATION

La cotisation est fixée par l'assureur à la souscription du contrat et est payable d'avance par tous moyens à votre convenance.

Elle est forfaitaire et adaptée chaque année dans les mêmes proportions que le tarif de souscription ou pour d'autres motifs qui vous seront explicités ; en cas de désaccord, vous avez la faculté de résilier votre contrat en adressant à l'assureur un courrier recommandé AR. À défaut de résiliation de votre part dans le délai d'un mois suivant l'échéance, la nouvelle cotisation est considérée comme acceptée par vous.

Cette faculté de résiliation ne vous est pas ouverte si l'augmentation de votre prime est indépendante de la volonté de l'assureur, notamment en cas de majoration du taux de taxe applicable.

7.4 LA RESILIATION

Le Contrat peut être résilié :

Par le Souscripteur ou l'Assureur :

- à la date d'échéance principale, chaque année, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de deux (2) mois (article L113-12 du Code des Assurances),
- avant la date d'échéance dans l'un des cas de modification ou de cessation du risque et aux conditions prévues par l'article L113-16 du Code des Assurances.

Par l'Assureur :

- en cas d'aggravation du risque en cours de Contrat (article L113-4 du Code des Assurances),
- en cas d'omission ou de déclaration inexacte (article L113-9 du Code des Assurances),
- en cas de non-paiement de la prime (article L113-3 du Code des Assurances) : l'Assureur peut, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans les dix (10) jours qui suivent l'échéance, réclamer la cotisation impayée. La garantie est alors suspendue après un délai de trente (30) jours. Le Contrat est résilié dix (10) jours après l'expiration de ce délai.
- après Sinistre (article R113-10 du Code des Assurances) : dans ce cas, Vous pouvez résilier les autres Contrats souscrits auprès de l'Assureur dans le délai d'un (1) mois de la notification de la résiliation.

Par le Souscripteur :

- en cas de diminution du risque (article L113-4 du Code des Assurances),
- en cas de modification de la prime par l'assureur selon les modalités décrites à l'article 7.3 des conditions générales.

De plein droit :

- en cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (article L326-12 du Code des Assurances).

ARTICLE 8

LA PROTECTION DE VOS INTERETS

8.1 LE SECRET PROFESSIONNEL

(article L127-7 du Code des Assurances)

Les personnes qui ont à connaître des informations que Vous communiquez pour les besoins de votre cause, dans le cadre du Contrat, sont tenues au secret professionnel.

Aucune information à caractère personnel ou permettant votre identification ne sera communiquée, sauf celle qui devrait l'être afin de respecter les obligations légales et réglementaires afférentes à l'activité de l'Assureur.

8.2 L'OBLIGATION A DESISTEMENT

Toute personne, chargée d'une prestation juridique, qui a un intérêt direct ou indirect à son objet, doit se désister.

8.3 L'EXAMEN DE VOS RECLAMATIONS

Une réclamation est une déclaration actant le mécontentement d'un client envers un professionnel : une demande de service ou de prestation, d'information, de clarification ou d'avis n'est pas une réclamation.

Toute réclamation concernant le Contrat, sa distribution ou le traitement d'un Litige, peut être formulée

- par priorité auprès de votre interlocuteur habituel,
- et si sa réponse ne Vous satisfait pas, auprès du Service Relation Client de l'Assureur
 - par courrier à Cfdp Assurances – Service Relation Client – Immeuble l'Europe – 62 rue de Bonnel – 69003 LYON,
 - par mail à relationclient@cfdp.fr.

A compter de la réception de la réclamation, l'Assureur s'engage à en accuser réception sous dix (10) jours ouvrables, et, en tout état de cause, à la traiter dans un délai maximum de deux (2) mois.

8.4 LE DESACCORD OU L'ARBITRAGE

(article L127-4 du Code des Assurances)

En cas de désaccord entre Vous et l'Assureur au sujet de mesures à prendre pour régler un Litige, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'Assureur ; toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque Vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si Vous avez engagé à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui Vous avait été proposée par l'Assureur ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, l'Assureur Vous indemnise des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite des montants contractuels garantis.

8.5 LE CONFLIT D'INTERETS (article L127-5 du Code des Assurances)

En cas de conflit d'intérêts entre Vous et l'Assureur ou de désaccord quant au règlement du Litige, Vous bénéficiez du libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre, et de la possibilité de recourir à la procédure de désaccord et d'arbitrage.

8.6 LA LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTES »

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, il est précisé que les données à caractère personnel recueillies sont obligatoires pour conclure le Contrat et, qu'à ce titre, elles feront l'objet d'un traitement dont le responsable est l'Assureur, ce que Vous acceptez.

Ces données pourront être utilisées par nos services pour les besoins de la gestion des prestations en exécution du Contrat. Elles pourront être également utilisées pour nos actions commerciales.

Ces données pourront également être communiquées à des tierces personnes afin de satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

Vous avez le droit d'obtenir communication de vos données auprès de nos services, d'en exiger, le cas échéant, la rectification, et de Vous opposer à leur utilisation à des fins de prospection, notamment commerciale.

8.7 L'AUTORITE DE CONTROLE

L'autorité de contrôle de l'Assureur est l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), 61 rue Taitbout - 75436 PARIS cedex 09.

